

RESOLUTION

«Réaffirmer la vision de centre-gauche pour l'économie mondiale en mettant l'accent sur la croissance, l'emploi et l'égalité, et pour un nouvel agenda pour le développement»

Original: anglais

Dans les années à venir l'économie mondiale ainsi que nos économies nationales devront faire face à des défis immenses. La crise qui a pris son début par l'effondrement sur Wall Street en 2008 est malheureusement loin d'être finie. Elle a été limitée, surtout aux Etats-Unis, par des taux d'intérêts qui n'ont jamais été aussi bas, et des achats inhabituels de titres par la Réserve fédérale. Mais l'impression de billets par la banque centrale, tout en étant nécessaire pour empêcher un plus grand désastre, ne peut faire revivre à elle seule l'économie mondiale souffrant de problèmes structurels plus profonds. Les problèmes clés sur long terme à être surmontés sont:

Une augmentation du revenu tout en haut de la marge, menant à une base de demande trop limitée. Dans certains pays, plus de 90 pour cent de toute augmentation du revenu depuis la crise a été perçue par les un pour cent avec revenus les plus élevés. Une telle distribution du revenu empêche une expansion saine et large de la demande consommatrice.

Ceci en retour, mène à un faible investissement des entreprises. Malgré des taux d'intérêts jamais aussi bas et des marges bénéficiaires élevées, l'investissement privé dans l'économie mondiale est insuffisant à cause du pessimisme régnant sur les perspectives à long terme de la demande.

De plus, peu importe la croissance existante, elle est devenue moins productive en termes d'emplois décents, bien payés et à long-terme. Partout au monde il y a une faible performance d'emploi. Même dans des pays qui réussissent assez bien comme l'Allemagne, des taux d'emplois élevés ont pu être atteints en tolérant de nombreux emplois à temps partiels et peu rémunérés, surtout dans le secteur des services.

Bien que de nombreux pays en développement et émergents connaissent une croissance plus rapide que les économies développées, leur croissance s'est également ralentie à cause de l'incertitude au niveau mondial et de la peur des implications qu'un changement de la politique monétaire des Etats-Unis pourrait avoir pour les flux de capitaux internationaux privés. L'aide au développement officielle souffre également des problèmes fiscaux des économies avancées.

Le chômage, la récession et la peur de ce qui semble être un avenir incertain, ont alimenté des mouvements populistes d'extrême droite et opposés à l'immigration aux Etats-Unis et en Europe. La droite conservatrice traditionnelle modérée est assiégée par des mouvements nettement plus extrêmes, ce qui pourrait entraîner la retraite à des formes virulentes d'hyper-nationalisme, isolationnisme et de racisme. Malheureusement, le désespoir économique rend le populisme de droite attrayant même pour des groupes de citoyens qui normalement sont plus proches de la gauche.

Pour répondre à ces défis, les forces socialistes, social-démocrates et toutes les forces progressistes devraient coopérer en soutenant un nouvel agenda pour l'emploi, le développement durable, et la solidarité humaine. Les dimensions les plus importantes d'un tel agenda devront être:

Des réformes structurelles orientées vers la croissance durable de partout, au sein d'un cadre macroéconomique qui reconnaît que la réduction du déficit fiscal n'apportera pas un meilleur rapport entre la dette et le PIB si la croissance du PIB est insuffisante. L'austérité sans croissance mène à un cercle vicieux de dépression, de déflation et d'un endettement croissant.

Une coopération internationale nettement plus forte est nécessaire contre l'évasion fiscale illégale, mais également contre l'évasion fiscale légale mais destructrice des sociétés multinationales qui transfèrent leurs bénéfices comptables dans les juridictions aux taux d'imposition le plus bas. La solidarité sociale, la santé, et les systèmes de retraite qui ont besoin de recettes fiscales normales pour survivre pour le bénéfice des citoyens, sont menacés par la fraude fiscale des sociétés qui a pris des proportions importantes à travers l'économie mondiale.

Des services bancaires solides et efficaces sont une condition clé pour la croissance rapide et la création d'emplois, mais afin que cela soit le cas, la finance doit être réglementée au niveau national et international de manière à ce que le secteur mesure son succès par ses contributions à long-terme à l'économie réelle et la croissance, et non pas par les opérations à court-terme et le bénéfice de spéculations.

Sans aucun doute, des réformes structurelles sont nécessaires dans de nombreux pays. Des systèmes de santé inclusifs de haute qualité doivent être financés. Les retraites doivent être sécurisées pour les retraités actuels et futurs, surtout compte tenu du fait que les citoyens vivent de plus en plus longtemps. Ceci nécessite des réformes qui permettront des emplois à vie plus longs et plus désirables, des formations tout au long de la vie et encourager la coopération entre les générations. Des programmes d'insertion de jeunes et nouveaux travailleurs dans l'emploi productif est particulièrement important.

Les forces progressistes politiques doivent encourager des nouvelles formes de travail, des nouvelles technologies, des nouvelles idées et innovations. La solidarité sociale doit être atteinte à travers le progrès et pas en protégeant des pratiques du passé qui ne sont plus désirables ou faisables dans le monde du 21^{ème} siècle. Ceci, toutefois, ne peut être fait sans que ceux qui ont bénéficié et bénéficient le plus de la mondialisation paient leur juste part des impôts. Les systèmes fiscaux ne doivent pas étouffer les initiatives et l'esprit d'entreprise, mais il ne peut pas être permis que des multinationales extrêmement rentables ne paient presque pas d'impôts sur leurs larges bénéfices à cause de stratagèmes d'évasion fiscale complexes.

Il est temps de réaffirmer également le besoin de développement global et de renforcer la volonté d'éradiquer la pauvreté, facteur déterminant de l'exclusion scolaire des jeunes selon le sexe et le lieu de résidence. C'est ainsi que des centaines de millions de personnes dans le monde, dont la majorité sont des femmes, surtout en Afrique, en Asie du sud et en Amérique latine, pourraient devenir des travailleurs productifs et des consommateurs bienvenus s'ils avaient accès aux soins de santé de base, à l'éducation et à l'hébergement. Il est inacceptable, politiquement et éthiquement, de laisser ces millions de personnes [gens] dans la pauvreté alors que nous avons le savoir-faire, la technologie et les ressources pour les aider à s'aider eux-mêmes et à devenir des membres autonomes de la communauté mondiale, tout en mettant un accent particulier sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme dans l'agenda post-2015.

Il est également grand temps de s'unir pour lutter contre le danger du changement climatique et des perturbations à long-terme que cela pourrait apporter. Le dernier report du GIEC a montré encore une fois les sérieux risques auxquels le monde doit faire face. Ce danger peut être changé en opportunité en déchaînant une nouvelle révolution technologique qui apporterait au monde de l'énergie propre et une croissance verte. Pour lancer une telle révolution, les bonnes incitations sont nécessaires, ajoutées à une gestion prudente de la transition. Les activités d'énergies renouvelables

peuvent en effet créer des millions d'emplois, mais cela ne veut pas dire que les travailleurs du charbon doivent vivre en misère. Le progrès doit être géré et doit avoir lieu dans un monde, où le soutien est donné à ceux qui doivent s'ajuster, et où la solidarité fournit la sécurité qui est nécessaire afin que les citoyens puissent accueillir le changement et l'innovation.

Ces objectifs clés ne peuvent être atteints qu'à travers une coopération très renforcée entre les forces politiques progressistes et les organisations de société civile à travers le monde. Les développements technologiques continueront d'intensifier notre interdépendance en tant que nations, peuples et citoyens. Il ne peut pas y avoir de retour en arrière, et bien sûr les forces progressistes doivent accueillir le progrès avec toutes ses opportunités. La technologie, toutefois, doit être gérée non pas au profit de quelques gens, mais au profit de tous.
